Mairie de Miquelon-Langlade

COLLOQUE
MIQUELON un territoire insulaire d'Outre-Mer exemplaire face aux risques climatiques

Mardi 8 septembre 2026

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Saint-Pierre et Miquelon
Collectivité Territoriale

BANQUE des TERRITOIRES
Caisse des Dépôts GROUPE

FRANCE NATION VERTE
Agir · Mobiliser · Accélérer

OFB
OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

Mairie de Miquelon-Langlade

Table ronde 4 : Reconstruire en situation de risques, le cas de Blois

. Vanessa Beseau

Chargée d'opérations au sein du service Urbanisme opérationnel et Politique foncière d'Agglopolys

. Romain Jouanneau

Responsable du Patrimoine bâti - Ville de Blois

. Stéphane Cherami

agent de maîtrise - Ville de Blois

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Saint-Pierre et Miquelon
Collectivité Territoriale

BANQUE des TERRITOIRES
Caisse des Dépôts GROUPE

FRANCE NATION VERTE
Agir · Mobiliser · Accélérer

OFB
OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

Déconstruire un quartier, accompagner ses habitants face au risque inondation - Le cas de Blois

Colloque Miquelon-Langlade

8 septembre 2026

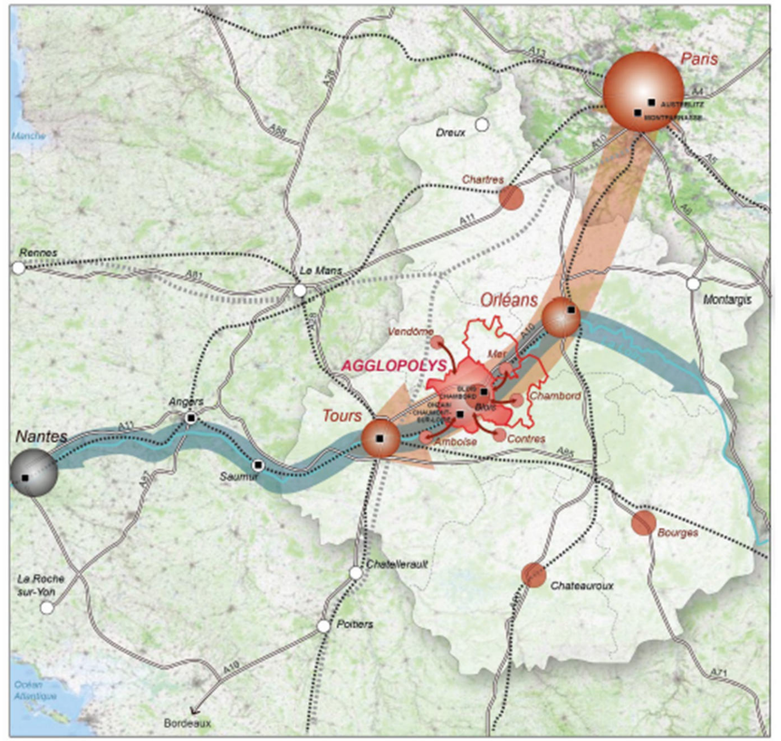


1 - Contexte du projet

Localisation du site de la Bouillie



Crédits : CHOREME



- Communauté d'agglomération de Blois Agglopolys (43 communes - 106 000 habitants)
- 350 hectares en cœur d'agglomération
- En bordure de la Loire, patrimoine mondial de l'UNESCO
- Situé sur 3 communes
- En entrée de ville

Composition du site - Une diversité de paysages



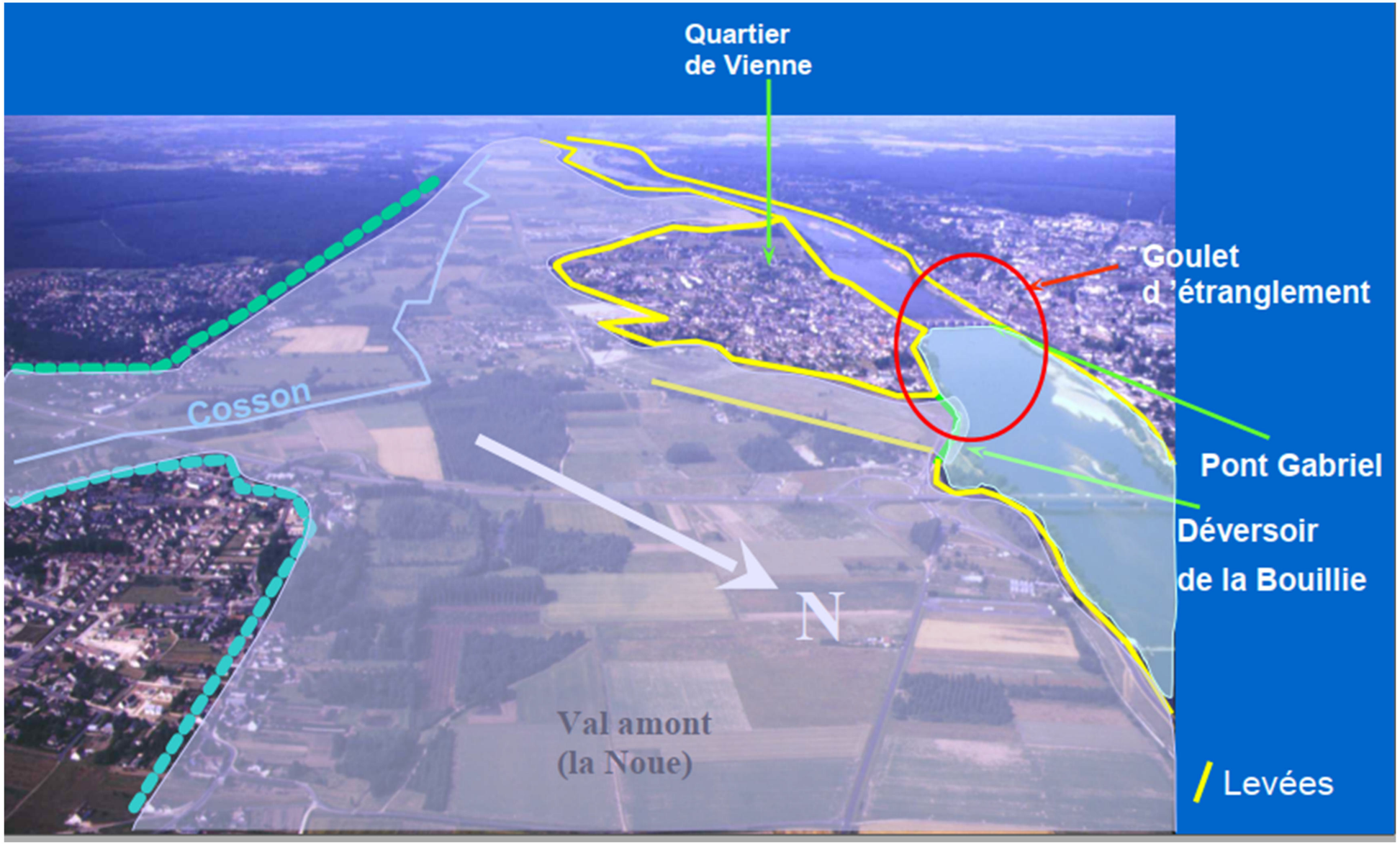


Route nationale


Ponts Chartrains

Le risque inondation à Blois et le rôle du déversoir

La Bouillie : un déversoir de la Loire



Un dispositif de protection de la ville de Blois aménagé au XVIIe siècle pour réduire le risque de rupture des digues et protéger le pont Jacques Gabriel



Images d’archives des dernières crues de la Loire



Le déversoir en action 1907





Un déversoir inondable aussi par le Cosson



Crédits : NR – Jérôme DUTAC

2016







2 - Le processus de désurbanisation : 2003 - 2025

Une urbanisation progressive du déversoir au XXème siècle : un enjeu majeur de sécurité civile

► Un déversoir de la Loire obstrué au fil du temps par la construction d'habitations, locaux d'activités, équipements, réduisant de 80 % la capacité d'écoulement des eaux de crue

► Identifié comme un des sites ligériens les plus à risque pour les habitants

► Une fonctionnalité à restaurer

► Principe d'inconstructibilité posé dès le PPRI de 1999



L’engagement d’une opération de désurbanisation préventive inédite en France

- Choix de ne pas recourir à l’expropriation - Acquisitions essentiellement à l’amiable
- 2004 : Mise en place d’une Zone d’Aménagement Différé (ZAD) de 50 hectares
- Accompagnement individuel, financier et social des habitants
- Un portage politique fort et constant de la Communauté d’agglomération
- Un soutien financier important de l’État
- Démolition de la dernière maison au printemps 2025









La désurbanisation en chiffres

 Plus de 200 biens acquis :

- 137 biens bâtis acquis puis démolis
- 70 terrains

 Un budget de 24 millions € :

- État (fond Barnier) : 20 millions €
- Agglopolys : 2 millions €
- Région : 1,7 millions €
- Département 41 : 400 000 €



L’organisation de la déconstruction

► Mise en sécurité avant déconstruction + entretien des jardins

► Une déconstruction par tranches au fil des acquisitions (de 2 à une vingtaine de propriétés/tranche) > 22 tranches

► Une déconstruction globale de l’ensemble des bâtiments (habitations, entreprises) et équipements

► Mode opératoire :

- rencontre avec les riverains
- dépollution (amiante / plomb)
- démolition classique avec revalorisation des matériaux par l’entreprise et réemploi de matériaux pour remblai sur site
- remise en forme des terrains et engazonnement, conservation des arbres fruitiers et remarquables + entretien
- sécurisation par la création de merlons et fossés a abords des voiries

► Absence d’usage transitoire du site











3 - L’après déconstruction : projet de Parc Agricole Naturel Urbain (PANU)

Une volonté de l’agglomération de valoriser le site

► Les objectifs poursuivis :

- le confortement des activités agricoles
- la renaturation / préservation des espaces naturels et de la biodiversité
- l’aménagement d’espaces de promenade et à vocation récréative
- le développement d’un volet pédagogique (histoire du site, biodiversité)


Glacis

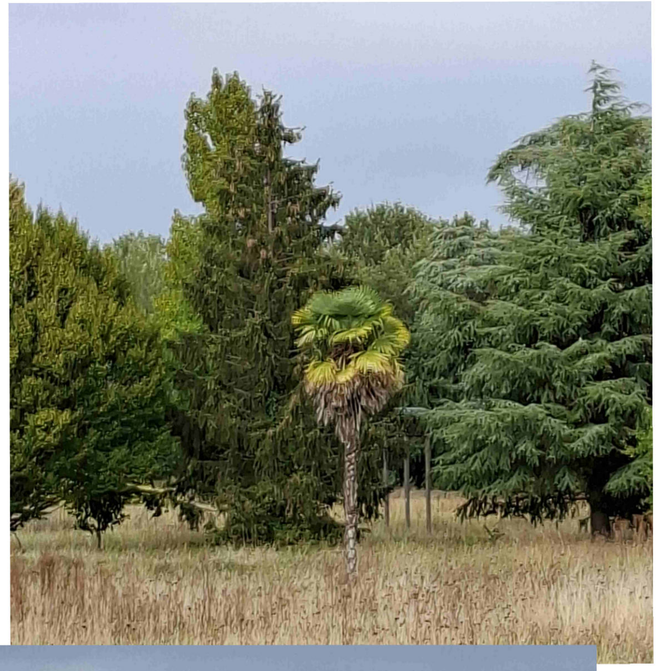



Traversée de la Bouillie

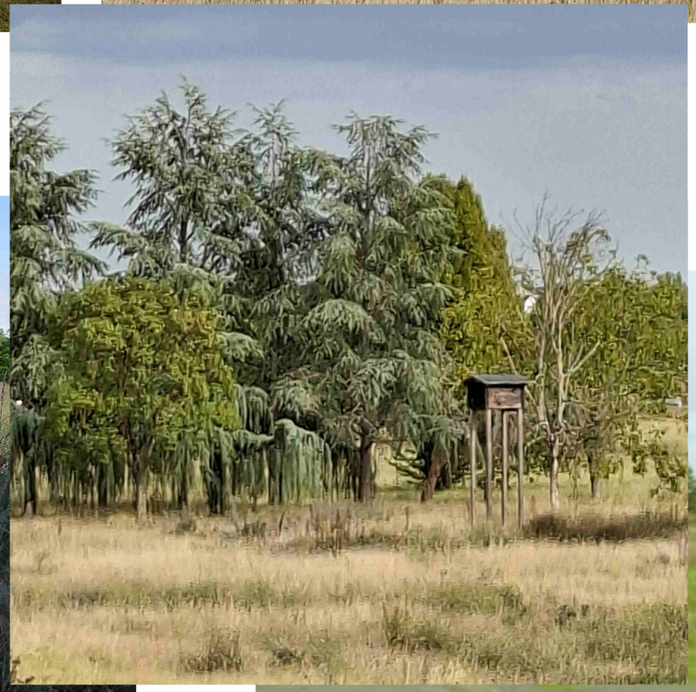
Crédits : CHOREME

▶ Zoom sur la renaturation













▶ Zoom sur la préservation de la mémoire du site

Installation de panneaux pédagogiques, repères/échelles de crue





Valorisation du patrimoine historique en lien avec la mémoire de l’eau



Ponts Chartrains ou Chastrés (Moyen-Age)





Les premières réalisations

- Installation de repères de crue dans la ville





- Aménagement de la traversée de la Bouillie





► Aménagement d'un secteur dédié au maraîchage et soutien à une production agricole de proximité :

- mise à disposition de terrains appartenant à la collectivité
- accompagnement à l'installation des exploitants




Secteur de la Vacquerie (maraîchage)

Mairie de Miquelon-Langlade

COLLOQUE
MIQUELON un territoire insulaire d'Outre-Mer exemplaire face aux risques climatiques

Mardi 8 septembre 2026

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Saint-Pierre et Miquelon
Collectivité Territoriale

BANQUE des TERRITOIRES
Caisse des Dépôts GROUPE

FRANCE NATION VERTE
Agir · Mobiliser · Accélérer

OFB
OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ